

4 Économie

Appui financier accordé au Gabon
Ce qu'il faut savoir...

Dossier réalisé par
Maxime Serge MIHINDOU
Libreville/Gabon

Afin d'éclairer l'opinion nationale sur les contours du prêt accordé par le Fonds monétaire international (FMI) au Gabon et du soutien financier d'autres bailleurs de fonds, la rédaction de l'Union a sollicité les services techniques du ministère de l'Economie et de celui du Budget à travers une série de 15 interrogations pratiques.

- Le montant du prêt accordé par le FMI au Gabon

Le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé le lundi 19 juin 2017, la requête des autorités gabonaises pour un accord triennal au titre du Mécanisme élargi de crédit (MEDC). Sur les trois prochaines années, les décaissements attendus du FMI sont estimés à 464,4 millions de Droits de tirages spéciaux (DTS), correspondant à 642 millions de dollars, soit près de 382 milliards de F.CFA.

- Les différents bailleurs de fonds impliqués dans l'accompagnement du Plan de relance économique du Gabon

La Banque africaine de développement (Bad), la Banque mondiale et l'Agence française de développement (AFD) vont également concourir aux besoins de financement du Gabon sur toute la période du programme. Ce montant atteindrait 970 milliards de F.CFA.

- Délais de remboursement du prêt

Le remboursement se ferait sur une période de 10 ans, avec un différé d'amortissement de 4,5 années, sur la base des tirages effectués.

- Du mode d'obtention desdits financements extérieurs

Face à la fragilisation du cadre macroéconomique imputable à la mauvaise conjoncture au niveau international reflétée, notamment, par la chute des

cours du pétrole, le gouvernement a décidé d'élaborer un programme de relance économique. L'avis favorable du FMI récompense la réactivité des autorités gabonaises face à une crise qui a eu des conséquences négatives importantes pour les pays de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac). En approuvant le programme présenté par le Gabon, le conseil d'administration du FMI a également voulu encourager le leadership du Gabon en matière de politique économique dans la sous-région.

En effet, bien avant la conférence des chefs d'Etat de la Cémac du 23 décembre 2016, le président de la République avait instruit le gouvernement d'adopter des mesures correctives. Ainsi, en novembre 2016, le Premier ministre avait informé la représentation nationale, dans son discours de politique générale. Le financement reçu du FMI est destiné à la mise en œuvre de ce programme de relance économique et permettrait de renforcer les avoirs extérieurs de l'Etat. Le Gabon voit là une exhortation du FMI à soutenir la croissance, tout en assurant un cadrage budgétaire assaini.

En effet, les perspectives économiques à moyen terme du Gabon sont prometteuses. L'installation d'un nouvel opérateur dans le secteur minier, le début de la transformation locale d'une partie de la production de manganèse, les investissements stratégiques dans la zone économique spéciale et les résultats positifs et concrets des programmes de partenariats entre le gouvernement et les opérateurs privés, tels que Olam, ont induit une transformation structurelle qui fait du Gabon une économie plus résiliente. Avec cette diversification progressive de l'économie, la croissance réelle devrait retrouver les niveaux moyens historiques de 4 à 5%. En somme, le Gabon a le potentiel pour devenir un modèle de transforma-



Photo : / L'Union

Les experts du ministère du Budget...

tion économique en Afrique subsaharienne.

- Conditionnalité du prêt

Le programme du Gabon avec le FMI découle d'une approche volontariste du gouvernement. Il ne s'agit pas d'un programme au sens des années 80, où on parlait de programme d'ajustement structurel, avec des conséquences néfastes, notamment au plan social. Les conditionnalités du programme sont toutes en relation avec le Programme de relance économique, qui vise l'amélioration de la position budgétaire et monétaire, la poursuite de la diversification et la reprise de la croissance économique ainsi que la réduction de la pauvreté. Il s'agit de rééquilibrer les finances publiques, de renforcer la gouvernance économique à travers l'amélioration de l'environnement des affaires, l'accompagnement des filières stratégiques, la restructuration des entités publiques ainsi que le renforcement des instruments de financement de l'économie et, enfin, de réaliser des investissements productifs structurels et d'infrastructures visant à développer la capacité productive du pays. La politique budgétaire du Programme avec le FMI vise à ramener le déficit global à 4,6% du PIB en 2017 contre 6,6% en 2016, et le déficit primaire hors Pétrole à 8,9% du PIB, contre 11% en 2016. Ceci passe, bien sûr, par une meilleure mobilisation des

ressources et une rationalisation des dépenses. Dans le cadre de la volonté de transparence du gouvernement, le Staff Report du FMI, qui précise les différents contours du programme avec le Gabon, sera disponible à partir de la semaine prochaine sur les sites du FMI et du ministère de l'Economie.

- Une assistance élargie aux autres pays de la zone Cémac

L'intervention du FMI en zone Cémac est une initiative collective des pays de la région, décidée lors du sommet de Yaoundé le 23 décembre 2016. Le Tchad et la RCA sont en programme avec le FMI depuis quelques temps. Et à ce titre, bénéficient également du soutien financier de ladite institution. Pour eux, il s'agira d'actualiser ces programmes pour tenir compte de la nouvelle donne. Le Cameroun est en discussion avancée avec le FMI et son dossier devrait normalement passer au conseil d'administration du FMI la semaine prochaine. Le Congo et la Guinée-Équatoriale sont en discussion avec le FMI pour un Programme. Il serait convenu de noter que presque tous les Pays de la zone UMOA sont en Programme avec le FMI.

- Utilisation des financements alloués

Cet appui budgétaire aidera le Gabon à assurer la stabilité macroéconomique, qui est un élément indispensable pour une croissance durable et équi-

table. Il aura aussi pour but d'atteindre la viabilité de la dette au niveau national, et de contribuer à rétablir et préserver la stabilité extérieure. L'injection de cette liquidité va permettre de relancer l'économie, à travers le règlement des arriérés de l'Etat.

- Date de la mise à disposition des fonds

La première tranche, correspondant à 71,43 millions de DTS, soit environ 98,8 millions de dollars ou 58,7 milliards de F.CFA, est attendue dans les prochains jours. Le reste de l'enveloppe de financement sera étalé sur toute la durée du Programme, et chaque nouveau décaissement sera conditionné à la réalisation des critères de performance évalués lors des revues semestrielles. Pour être plus précis, les décaissements se feront en 6 déboursements semi-annuels de 96,5 millions de USD, entre juin 2017 et décembre 2019. Et un déboursement de 48,5 millions USD le 30 avril 2020. Ils seront fonction de l'état d'avancement des réformes économiques et structurelles. Il sied de préciser que si la situation financière s'améliore, le Gabon peut, de son propre gré, décider de ne pas utiliser ce financement ou l'affecter simplement à la consolidation de ses avoirs extérieurs nets.

- Mécanismes de surveillance

Le suivi du programme sera assuré au travers des revues semestrielles, des critères de performance quantitatifs et des objectifs indicatifs, des critères de performance continue ainsi que des repères structurels analysés au cours de missions des experts du FMI au Gabon. Au cours desdites visites, la performance du Gabon sera évaluée au regard des objectifs fixés. La conclusion favorable de ces revues par le conseil d'administration du FMI conditionne les décaissements des ressources. Tous les critères ont été établis sur la base du Plan de relance économique du Gabon.

- Respect des conditionnalités

Les différents décaissements seront subordonnés à des revues semestrielles. Mais dans l'hypothèse où les conditions arrêtées par le FMI, en accord avec les autorités, dans le cadre du programme ne seraient pas remplies, l'institution pourrait, en premier lieu, décider de différer les décaissements. Une décision du FMI de suspendre son programme est hautement improbable.

- Ajustement structurel ?

Contrairement aux programmes précédents, celui qui vient d'être signé avec le FMI est le prolongement de la vision du gouvernement, notamment du Plan de relance économique 2017-2019, qui a pour objectif une croissance inclusive et dont le volet social est la pierre angulaire. Le Gabon n'est nullement sous la tutelle du FMI. Mais l'économie gabonaise doit reconnaître et relever les défis que lui impose l'environnement international. Les politiques économiques mises en œuvre depuis 2009 ont permis d'augmenter la résilience de notre économie. Il faut se rappeler qu'au cours de ces dernières années, le Gabon a dû faire face à plusieurs chocs majeurs. En 1986, le prix du pétrole a reculé de près de 66% induisant une croissance réelle de -2,1% en 1986 et -15,4% en 1987. En 1999, la croissance réelle s'est située à -8,9%, alors que le cours du pétrole se contractait de 55%. Depuis le second semestre 2014, l'économie gabonaise affronte l'un des plus importants chocs qu'elle n'ait jamais subi.

En effet, entre 2014 et 2015, les prix du pétrole ont chuté de près de 50% et ce déclin s'est poursuivi en 2016, mais la croissance a mieux résisté que lors des épisodes précédents. La croissance réelle s'est située à 3,9% en 2015, 2,1% en 2016 et est anticipée à 1,1% en 2017.

CHANGEMENTS

COURS INDICATIFS DES DEVICES EN DATE DU 26/06/2017

Union Gabonaise de Banque

SiteWeb : <http://www.ugb-banque.com>

DEV	FIXING			VENTE BILLETS (sans frais)	
	EUR/DEV	DEV/COT	DEV/CFA	DEV	CFA
XAF	xxxxx	xxxxx	xxxxxx	1 EUR	655,957
USD	1,1173	1USD =	587,091	1 USD	607,639
CAD	1,4783	1CAD =	443,724	1 CAD	467,336
JPY	124,3600	1JPY =	5,275	100 JPY	548,501
GBP	0,8781	1GBP =	747,061	1 GBP	779,773
CHF	1,0851	1CHF =	604,513	100 CHF	63 294,83
ZAR	14,4531	1ZAR =	45,385	100 ZAR	4 719,51
MAD	10,9319	1MAD =	60,004	1 MAD	62,40
CNY	7,6413	1CNY =	85,844	1CNY	88,42
KES	116,0400	1KES =	5,653	1KES	5,82

INDICES BOURSISERS		
	en date du	
CAC 40	26/06/2017	5 253,82
DOW JONES	26/06/2017	21 350,92

BRENT (IPE) US Dollars/Baril
26 Juin 2017: 45,18